

géré, je crois, de dire que le succès du pays dépend surtout des récoltes du blé, et que, lorsque celles-ci sont dans un état précaire, l'industrie et le travail en souffrent, comme l'expérience nous l'a appris. Heureusement, nous avons un nouveau ministère qui ne félicite pas le Parlement d'avoir ajouté à la réserve de l'an dernier quelques autres millions de boisseaux de blé, mais qui reconnaît qu'il y a un devoir à accomplir dans les circonstances, et qui fait promptement honneur à la promesse donnée au peuple canadien que, s'il en avait l'occasion, il convoquerait ce Parlement dans le but de décréter quelque loi tendant à mettre fin à la pauvreté et aux appréhensions du passé.

Laissez-moi vous dire, en passant, que je ne parle pas de la situation du Canada comme si elle était unique au monde et de nature à nous décourager. A mes yeux, le Dominion est le pays le plus prospère de l'univers. Et je ne fais aucune réserve. Grâce au courage et à l'esprit d'entreprise des Canadiens, notre prospérité a été et continue d'être sans exemple, en comparaison surtout des Etats-Unis, de l'Australie et de la mère patrie. Je ne suis pas le moins du monde pessimiste, mais je prétends que de tous les gouvernements de l'empire britannique, le nôtre est le seul qui, jusqu'à ce jour, n'a pas reconnu son devoir dans les circonstances, qui nous a laissés aux mains de la Providence, qui a semblé ignorer un principe que nous avons appris et auquel nous croyons: "Aide-toi et le ciel t'aidera."

Le ministère actuel désire que, par l'entremise de leur Parlement, les Canadiens s'aident eux-mêmes. Le discours du Trône nous promet une mesure législative qui assurera du travail aux nôtres et donnera à toutes les industries le courage nécessaire pour prévenir tout nouveau renvoi d'employés, renvoi imputable d'ailleurs à l'ancien ministère, parce qu'il a été causé non pas tant par une réelle misère de la part des patrons que par le sentiment général d'incertitude au sujet de l'avenir, emportés que nous étions à la dérive en l'absence d'un Gouvernement qui ne savait pas diriger.

Je n'ai pas l'intention d'aborder des sujets qui conviendraient à la discussion du discours du Trône en une autre occasion que celle-ci, alors que le Parlement a été convoqué dans un but spécial. En d'autres circonstances, je ferais le procès de plusieurs anciens ministres de la couronne, et leur apprendrais clairement ce que pensent une foule de citoyens. Je désire, cependant, rappeler sommairement combien les événements actuels dans le pays et au Parlement suivent de près ceux qui sont survenus lorsque j'ai eu mes premières notions des affaires publiques. Je suis venu au Parlement pour

la première fois, il y a cinquante-deux ans. Je n'étais ni député ni sénateur, mais simplement jeune messenger d'un ancien représentant, et mes fonctions étaient celles d'un officier de liaison entre la tribune des journalistes et l'imprimerie où je touchais vingt-cinq cents par jour. Du haut de la tribune des journalistes, je promenaï mes regards de jeune garçon sur les grands hommes réunis sur le parquet, et je me demandais comment le Tout-Puissant permettait à des êtres si extraordinaires—à mon sens, bien entendu,—d'exister sans en devenir jaloux. Et c'était de grands hommes, en vérité. D'un côté de la Chambre, vis-à-vis de moi, je voyais l'honorable Alexander Mackenzie, qui dirigeait alors son parti. Je n'ai jamais rien entendu dire contre lui. Même dans mon jeune âge et depuis, je n'ai eu que de l'admiration pour cet homme et son noble caractère. On a souvent mentionné qu'il était Ecossais, et qu'il n'aimait pas la dépense. On n'a jamais rien dit de pire à son sujet, que je sache. Nous le tenions en profonde estime. Mais, si je me rappelle bien, on reprochait à son Gouvernement d'avoir annoncé publiquement—j'allais dire, sans vergogne, mais ce n'est pas le mot—publiquement, que, bien qu'il eût les rênes du pouvoir, il n'était que la cinquième roue du carrosse. Telle est l'expression dont s'est servi l'un des membres de ce cabinet: "Nous sommes la cinquième roue du carrosse, et ne pouvons contrôler le cours de la nature". Le cours de la nature de cette époque avait nécessité, à Ottawa, de même que dans d'autres villes du pays, des fourneaux publics où de braves citoyens comme nous tous, allaient chercher un chaudron de soupe et une miché de pain pour leurs familles affamées. D'autres honnêtes citoyens comme nous étaient assis sur des tas de pierres qu'ils cassaient à soixante cents la toise, en plein hiver, et cependant, le Gouvernement disait "Nous sommes la cinquième roue du carrosse et ne pouvons contrôler le cours de la nature", tout comme l'ancien ministère a dit, il y a quelques mois: "Et voilà! il n'y a plus de revenus, plus de commerce, mais nous avons encore à vendre 250,000,000 de boisseaux de blé."

Le parti conservateur s'insurgea alors contre cet idéal de Gouvernement, et, ayant été porté au pouvoir, il promit de changer la situation du pays, afin que les chômeurs eussent autre chose à faire que de se transporter entre leurs domiciles et les fourneaux publics. Je me rappelle bien le résultat.

J'entends dire maintenant que le leader du nouveau Gouvernement a été prodigue de promesses dans tout le pays, qu'il donnera du travail à quiconque désire être occupé, et l'on demande comment il tiendra ses engagements.